



Pour le socialisme, la République et la démocratie
Pour l'Internationale ouvrière

MANIFESTE

Le 18 mars 2017, tous au mur des Fédérés pour rendre hommage à la Commune de Paris, le premier gouvernement ouvrier de l'histoire !

DANS LES PROCHAINES SEMAINES va s'achever le quinquennat de François Hollande. Cinq ans de présidence au seul service de la classe capitaliste. Cinq ans de contre-réformes, de coups portés à la classe ouvrière, de mesures d'austérité, de mesures destructrices des services publics et de la démocratie, toutes dictées par l'Union européenne, le Fonds monétaire international, les banquiers, les spéculateurs, les patrons, la classe capitaliste.

La dernière en date, la réforme El Khomri. Elle a dressé contre elle les travailleurs avec leurs organisations syndicales, qui se sont mobilisés par millions dans les grèves et les manifestations. La solution ouvrière, c'est conserver et récupérer le Code du travail tel qu'il est. La solution capitaliste, c'est de le casser. Le gouvernement s'est soumis aux exigences des capitalistes. Dans les organisations ouvrières, les obstacles se sont dressés contre l'appel à la grève jusqu'au retrait.

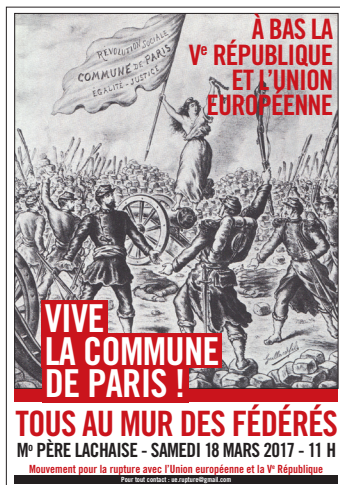
Tel est le bilan du quinquennat de Hollande, se combinant à l'engagement grandissant de la France dans les guerres de destruction des peuples du monde entier, dans les budgets militaires, dans l'aide à la spéculation des banquiers, des institutions financières, tandis que la misère et la pauvreté s'étendent dans tout le pays.

Nous serons le 18 mars 2017 au mur des Fédérés pour rendre hommage à la Commune, premier gouvernement ouvrier de l'histoire.

Dans une période qui est une période électorale où les candidatures se multiplient, où les promesses succèdent aux promesses, il est une question, une seule qui du point de vue des travailleurs a quelque importance : quel gouvernement s'agit-il d'instaurer ?

S'agit-il de mettre en place, à nouveau, un gouvernement au service des capitalistes ? C'est-à-dire un gouvernement qui, quelle que soit l'étiquette politique, appliquera leurs diktats, leurs plans, leurs exigences.

Ou bien s'agit-il d'avancer vers le gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie ? Un gouvernement qui interdise les licenciements, rétablisse les services publics dans leur fonction, renationalise les services publics privatisés,



rétablisse les lits et les services supprimés dans les hôpitaux, les bureaux de poste dans les villages, les écoles et les classes, un gouvernement qui rétablisse la laïcité de la République dans laquelle les citoyens soient à égalité, un gouvernement qui rétablisse les communes dans leurs prérogatives ?

S'il s'agit d'un tel gouvernement de la classe ouvrière, alors il ne peut émaner de l'élection d'un sauveur suprême à la présidence de la République. Il ne peut surgir que de la mobilisation du peuple lui-même. Sa légitimité, il ne la tiendra pas de l'élection d'un quelconque président, mais de la mise en place d'une Assemblée constituante de délégués élus et révocables. Et cela exige que la classe ouvrière puisse être représentée avec ses délégués.

Oui, seule la force mobilisée de la classe ouvrière, de ses représentants, sa capacité à contrôler le processus pourra faire surgir un gouvernement qui ose, parce qu'il s'appuiera sur des millions ; un gouvernement qui ose, parce qu'il sera mandaté par les délégués des millions ; un gouvernement qui ose parce que ces délégués eux-mêmes seront contrôlés par le peuple travailleur.

Seule cette force organisée de la classe ouvrière unie avec ses organisations pourra faire surgir le gouvernement ouvrier de demain comme il a surgi une première fois en 1871, et, en ce centième anniversaire, il faut le dire, comme il a surgi en 1917 dans les événements qui ont marqué la classe ouvrière et le mouvement ouvrier dans le monde entier.

Pour avancer dans ce sens, il est nécessaire d'édifier un parti fidèle aux intérêts ouvriers, un parti qui combatte pour l'Internationale ouvrière comme nous l'avons exprimé dans la conférence internationale de Mumbai qui a mis en place le Comité ouvrier international pour l'Internationale ouvrière avec des délégués et des représentations de 44 pays. Un parti fidèle à la classe ouvrière.

Nous décidons ce jour de reproduire le Manifeste adopté en 2008 dans le congrès de fondation du Parti ouvrier indépendant*.

Hormis le passage du signe POI au sigle POID, nous n'avons, pour notre part, pas un mot à changer au Manifeste de 2008. Il est aujourd'hui le Manifeste du Parti ouvrier indépendant démocratique.

Quoi qu'il se passe, et quels que soient les événements, il est une certitude : un peu plus tôt, un peu plus tard, le gouvernement ouvrier s'imposera comme la seule perspective permettant de bloquer la marche à la décomposition, d'ouvrir la perspective du gouvernement de la classe ouvrière et de la démocratie au service de l'immense majorité.

Pour cela, un parti est nécessaire. Nous serons le 18 mars au mur des Fédérés. Nous invitons travailleurs, militants, jeunes, qui partagent cette perspective non seulement à être présents avec nous, mais à nous rejoindre dans la construction de cet outil nécessaire à l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

Adoptée à l'unanimité par le bureau national du POID, le 14 janvier 2017

* Le Parti ouvrier indépendant a été fondé en 2008. Son sigle a été confisqué par une fraction de son bureau national qui, en 2015, a décidé à la fois de renoncer à le construire comme un parti, d'expulser la totalité de ses secrétaires nationaux, la moitié du bureau national. Sa continuité est aujourd'hui celle du Parti ouvrier indépendant démocratique.



MANIFESTE

POUR UN PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Adopté par son congrès de fondation des 14 et 15 juin 2008

O SONS APPELER LES CHOSES PAR LEUR NOM et proclamer l'urgence vitale qui s'impose pour sortir la société du chaos, défendre la civilisation, entreprendre la reconquête de la démocratie politique, de la République, de tous les droits collectifs arrachés par la classe ouvrière et ses organisations durant cent cinquante ans d'une lutte de classe acharnée. Engageons sans attendre, pour avancer dans cette voie, la reconstruction d'un véritable parti ouvrier indépendant qui fait chaque jour plus cruellement défaut dans ce pays. De quelque côté qu'ils tournent leurs regards, les travailleurs et les peuples constatent les effets de ce qu'on appelle « la mondialisation » de l'économie.

Pour les possédants, elle a généralisé la course effrénée aux profits. Pour les salariés, elle se traduit par une dégradation brutale de leurs conditions de vie et de travail, au point de provoquer un véritable effondrement de la société dans son ensemble.

Conséquence directe de cet état de fait, la situation mondiale se caractérise, sur tous les continents, par une offensive profondément réactionnaire contre le salariat et tous les acquis sociaux.

Offensive qui prend des formes de plus en plus brutales et inquiétantes, menaçant la démocratie, la liberté et la paix :

- **guerres d'Irak, d'Afghanistan**, guerres prétendument ethniques en Afrique noire, et dans les Balkans, guerre contre l'Iran. Le Parti ouvrier indépendant dénonce les actions bellicistes de l'impérialisme.

- **offensive de démantèlement des nations ;**

- **destruction d'industries nationales entières**, de l'agriculture, de la viticulture, de la pêche, destruction d'emplois par millions ; pillage et destruction des ressources naturelles détériorant gravement l'environnement en remettant en cause les conditions de vie, d'alimentation et de santé des populations à seule fin de la spéculation et du profit.

- **remise en cause généralisée de toutes les garanties collectives arrachées par la classe ouvrière** : régimes de protection sociale (retraites, Sécurité sociale, Code du travail, etc.), conventions collectives, statuts, etc. Remise en cause à laquelle le Parti ouvrier indépendant oppose le retour à la Sécurité sociale de 1945.

- **remise en cause de toutes les formes de la démocratie politique** ; le rôle des Parlements privés de toute velléité de souveraineté étant réduit à un rôle subsidiaire, les décisions de l'Union européenne s'imposent directement à toutes les nations.

Cette remise en cause se traduit par une entreprise sans précédent de destruction des offices publics d'HLM, des crèches municipales, des écoles maternelles et primaires, des bureaux de poste, des maternités et des hôpitaux publics de proximité, des administrations républicaines (équipement, finances, etc.) et de tous les autres services publics (eau, etc.)

Et, pour accomplir ce forfait, l'Union européenne prétend associer les organisations syndicales à la remise en cause de tous les acquis sociaux au sein d'une gouvernance commune au nom d'un intérêt prétendument général.

Aujourd'hui comme hier, les maux qui frappent l'humanité et la menacent dans son existence même ont une même cause : le système d'exploitation capitaliste fondé sur la propriété privée des moyens de production. C'est bien cette appropriation privée qui permet la délocalisation de la production et des emplois au gré de la recherche du meilleur profit, contre les besoins vitaux des populations et des nations.

Tandis qu'à un pôle de la société les fonds de pension et les grands groupes spéculateurs, ainsi que les multinationales, s'enrichissent chaque jour davantage (dans les dix dernières années, le patrimoine des 500 plus grandes fortunes de France a triplé), à l'autre pôle (y compris dans des pays industrialisés comme l'Allemagne, la France et les États-Unis), la pauvreté ne cesse de s'étendre (3 millions de foyers américains immédiatement menacés de perdre leur logement, 2,5 millions d'enfants pauvres en Allemagne, 7 millions de pauvres en France).

Le sort des plus faibles s'est terriblement aggravé.

La double oppression des femmes atteint des sommets. Le Parti ouvrier indépendant se prononce pour le respect de tous les droits et toutes les conquêtes démocratiques et sociales protégeant les femmes dans leur travail, leur santé, comme femme et mère pendant la maternité.

La surexploitation honteuse des travailleurs immigrés privés de tous droits met à l'ordre du jour pour le Parti ouvrier indépendant la revendication plus urgente que jamais d'égalité des droits de tous les travailleurs.

Face à une telle situation, à un chaos grandissant, la nécessité de rassembler toutes les forces de la démocratie et du mouvement ouvrier dans une action contre la guerre et l'exploitation s'impose.

Cette action pose la nécessité, l'urgence d'un parti ouvrier

En France, l'alternance des gouvernements successifs – gouvernements PS-PCF-Verts-MRC, gouvernements de droite ou gouvernements de cohabitation – s'est opérée ces vingt-cinq dernières années dans le strict respect des directives de l'Union européenne et de ses traités successifs, en particulier depuis 1992 avec l'application du traité de Maastricht.

De sorte que, sous couvert d'alternance, les politiques de destruction et de contre-réformes ont été mises en œuvre avec continuité par tous les gouvernements de toute couleur politique, aboutissant même, au lendemain de l'élection présidentielle et des législatives de 2007, à une situation de « grande coalition » de fait. Celle-ci se traduit par la politique dite d'ouverture menée par Sarkozy, la ratification consensuelle par le Parlement du Traité de Lisbonne en février 2008 bafouant ainsi le vote du 29 mai 2005, comme la création et le développement des euro-régions.

Vingt-cinq ans qui ont abouti à la destruction des grands partis qui se réclamaient traditionnellement du mouvement ouvrier, de son histoire et de ses traditions. C'est la raison pour laquelle des militants ouvriers, des maires, élus, syndicalistes, démocrates, républicains considèrent nécessaire d'agir pour constituer un parti ouvrier dont les principes fondateurs sont ainsi définis.

>>>

Reconnaissance de la lutte de classe

Nous nous prononçons pour un parti ouvrier indépendant fondé sur la reconnaissance que, dans tous les aspects de la vie sociale, économique et politique, se confrontent des intérêts contradictoires.

D'un côté, une minorité d'exploiteurs qui possèdent en propre les moyens de production et en usent pour tirer profit de l'exploitation de la force de travail des salariés.

De l'autre, l'immense majorité de la population, travailleurs des villes et des campagnes, souvent réduits au travail précaire et déréglementé, au chômage, aux revenus minima, tous ceux qui subissent les conséquences de cette exploitation.

La reconnaissance de la lutte de classe signifie la reconnaissance du droit pour les exploités et les opprimés de s'organiser en toute indépendance, et, en particulier, de disposer d'organisations syndicales indépendantes de l'État, de l'Union européenne, du gouvernement, des patrons, et dont l'indépendance suppose aussi l'indépendance vis-à-vis des partis politiques. Il se prononce pour le maintien de la loi de 1884 sur la liberté de créer librement des syndicats indépendants, de la loi du 11 février 1950 consacrant la liberté de négociation, et du décret de 1966 sur la représentativité des organisations syndicales.

Le parti ouvrier, pour sa part, tout en inscrivant dans son programme la nécessité du renforcement et de l'indépendance des organisations syndicales (conformément à la Charte d'Amiens de 1906), affirme sa propre indépendance vis-à-vis de toute organisation quelle qu'elle soit.

La reconnaissance de la lutte de classe signifie de manière immédiate que le parti ouvrier considère toute question qui lui est posée du point de vue des intérêts des exploités et des opprimés, et non d'un intérêt prétendument général.

Le but de la lutte de classe, marquée par le combat historique pour le socialisme, est de permettre aux plus larges masses d'en finir avec le régime d'exploitation et d'oppression, d'abolir le patronat et le salariat, d'établir une société de justice et d'égalité, fondée sur la socialisation des moyens de production et d'échanges.

La lutte contre le système d'exploitation capitaliste constitue la condition d'une véritable lutte contre les effets désastreux et parfois irréversibles sur la nature et l'environnement.

Nous nous prononçons pour un parti ouvrier indépendant agissant inconditionnellement pour la démocratie et la République une, indivisible et laïque

L'indépendance de la classe ouvrière suppose la défense et le développement de toutes les formes de la démocratie politique qui inclut l'existence des organisations de la classe ouvrière et de toutes ses conquêtes.

L'Union européenne, fondée sur le traité de Maastricht dans la continuité des traités précédents, est une machine à briser la démocratie politique, fondement de la souveraineté des peuples. Loin de favoriser une entente harmonieuse entre les peuples d'Europe, elle est un facteur de division entre les peuples, à l'intérieur même des nations, en même temps qu'elle est un facteur de destruction complète des relations sociales établies après la guerre. Elle est enfin un instrument de subordination aux intérêts de l'impérialisme américain

Le parti ouvrier se prononce pour la sortie de l'Union européenne et donc de toutes ses institutions.

Le parti ouvrier se prononce également contre les institutions anti-démocratiques de la V^e République, fondée dès l'origine dans un esprit bonapartiste.

Le parti ouvrier combat pour l'Assemblée constituante souveraine, fondée sur le mandat et le compte rendu du mandat au peuple. A travers une telle assemblée, les délégués du peuple souverain, élus et révocables, détermineront le contenu social et les formes politiques que doit revêtir une authentique démocratie.

En combattant pour la sortie des institutions de l'Union européenne et l'abrogation du traité de Maastricht, le parti ouvrier ne fait que reprendre à son compte le mandat majoritaire du peuple le 29 mai 2005 dans le vote non au référendum constitutionnel. Dans le prolongement de ce mandat, le parti ouvrier se prononce contre tout traité constitutionnel dans le cadre de l'Union européenne.

Le parti ouvrier indépendant se prononce pour la République une, indivisible et laïque, pour la défense de la laïcité institutionnelle opposée à toute forme de communautarisme, dans le cadre de la stricte séparation des Églises et de l'État, conformément à la grande loi républicaine du 9 décembre 1905.

En matière scolaire, il agit notamment pour l'application permanente du principe du mouvement ouvrier et démocratique : « Fonds publics à l'école publique, fonds privés à l'école privée ». Face à la tentative de mise en place des EPEP (Établissements Publics d'Enseignement Primaire), le parti ouvrier défend l'école publique communale, laïque et obligatoire, et se prononce pour le retour à la gratuité de l'enseignement.

Le parti ouvrier se prononce pour le droit de chacun à l'accès libre à la formation de son choix dans le cadre de diplômes nationaux.

Concernant les enfants handicapés, le parti ouvrier se prononce pour le respect de leur droit aux soins, aux mesures et aux prises en charge médico-éducatives, comme à toutes les mesures adaptées.

Le parti ouvrier indépendant inscrit dans son programme la défense de la démocratie communale, celle de l'existence des 36 000 communes et celle des départements ; départements et communes que le rapport Attali entend explicitement faire disparaître dans le cadre de l'Europe des régions. Les départements et les communes constituent le maillage républicain, produit de la Révolution de 1789 contre la monarchie, que l'Union européenne et sa politique de régionalisation voudraient définitivement étouffer dans le cadre de l'intercommunalité forcée et de l'éclatement des nations.

L'indépendance financière étant l'une des conditions essentielles de l'indépendance politique, le nouveau parti devra refuser tout subside de l'État, des ONG, de l'Union européenne, et ne compter que sur les cotisations de ses membres et sur le soutien financier collecté auprès des travailleurs.

Nous nous prononçons pour un parti ouvrier internationaliste qui agit pour la rupture avec l'Union européenne

A l'Union européenne fondée sur des traités qu'on veut imposer aux nations et aux peuples contre leur volonté, nous opposons l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe.

Libres, c'est-à-dire débarrassés des institutions réactionnaires et antidémocratiques de l'Union européenne, ce qui est la condition pour l'établissement de relations sur un pied d'égalité entre toutes les nations et les peuples du Vieux Continent. >>>

Union libre des peuples d'Europe pour la construction d'un avenir de paix, de travail, fondé sur la défense de tous les acquis sociaux arrachés par la classe ouvrière de nos pays. Nous dénonçons l'imposture de « l'Europe sociale dans le cadre de l'Union européenne » et nous affirmons notre attachement à une Union fondée sur les coopérations nationales.

Le parti ouvrier inscrit cette perspective dans l'action résolue pour permettre une entente internationale, durable et permanente, entre l'ensemble des travailleurs et des peuples victimes de l'oppression et de l'exploitation.

Considérant que la formule de Jaurès : « *Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* » est plus que jamais d'actualité et que la guerre n'est que la continuité de la politique d'exploitation sous une autre forme, nous nous prononçons inconditionnellement pour la paix et pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que nous ne confondons pas, par exemple en Europe, avec la politique de dislocation des nations menée au nom de « l'Europe des Régions » qui vise à provoquer divisions et luttes fratricides artificielles entre populations pour détruire tous leurs droits collectifs.

Nous nous prononçons pour un parti ouvrier fédératif

L'histoire du mouvement ouvrier est une histoire mouvementée durant les deux siècles écoulés. Ont surgi de cette histoire des courants, des sensibilités qui ont tous leurs particularités.

Le parti ouvrier indépendant est ouvert à tous les courants politiques authentiques du mouvement ouvrier, dans la diversité de leurs références, dès lors que les principes d'indépendance de classe qui le fondent sont partagés par tous.

L'image du parti que nous voulons construire est donnée par la qualité même de ceux qui en ont pris l'initiative : militants syndicalistes, élus de toutes tendances, militants venus de tous les courants politiques historiques du mouvement ouvrier (socialistes, communistes, anarcho-syndicalistes, trotskystes, militants venus du Parti socialiste, du Parti communiste, du Parti des travailleurs ou d'autres organisations se réclamant du mouvement ouvrier), ainsi que de nombreux maires et élus attachés à la défense de la République une, indivisible et laïque et de la démocratie.

Il en découle que les principes d'organisation d'un tel parti doivent être respectueux du fédéralisme, de la place reconnue à chacune de ses composantes, dans le cadre du manifeste du parti ouvrier indépendant (y compris la place reconnue aux courants librement organisés dans le respect des instances et du fonctionnement du parti ouvrier indépendant).

**Nous nous prononçons pour un parti ouvrier de défense
et de reconquête de la démocratie, des droits et acquis sociaux,
un parti qui agit pour l'unité de la classe ouvrière**

Je souhaite adhérer au Parti ouvrier indépendant démocratique

Nom, prénom :

Adresse:.....

Code postal :..... E-mail :